

# Enbat

La politique  
linguistique

HEBDOMADAIRE  
POLITIQUE  
BASQUE  
21 juin 2012  
n° 2234  
1,30 €



Les nouvelles  
**DÉPUTÉES**  
du Pays Basque

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



# Le changement en Pays Basque aussi

**D**IMANCHE, 20 heures, quel début de soirée! Le symbole de la négation du Pays Basque, de l'immobilisme, du conservatisme, du clanisme, de la dérive droitière et autoritaire, de la répression contre les militants, de la froideur hautaine de l'Etat, est tombé ici, chez nous, devant nos yeux ébahis! Hommage aux citoyens de la VI<sup>e</sup> circonscription qui se sont offerts, qui nous ont offert la défaite de Michèle Alliot-Marie aux élections législatives. L'essai marqué le 6 juin a été transformé par un magistral coup de pied... Notre Sarkozy local est éjecté; la sanction est mille fois méritée.

Au-delà du symbole local, le 3<sup>e</sup> tour des Présidentielles met un terme à la parenthèse Sarkozy. La Droite Populaire qui a courtisé le FN de manière éhontée est terrassée, les chiens de garde du sarkozysme et quelques emblèmes du gouvernement précédent sont renvoyés à leurs études. Le Parti Socialiste bénéficie désormais d'une majorité absolue à l'Assemblée, doublée d'une majorité de gauche au Sénat. Triomphe. Cas de figure inédit sous la V<sup>e</sup> République. Le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif sont tout de rose vêtus. Inutile de préciser que dorénavant, 43 millions de citoyens auront les yeux rivés sur le pouvoir en place. Le PS a suscité d'immenses espoirs... qu'en fera-t-il confronté à la réalité du pouvoir?

Le Pays Basque a connu, comme bien des régions de l'hexagone, une vague rose inédite. Raz-de-marée, en ce qui concerne la baie de Saint-Jean de Luz, mais tsunami également sur Bayonne pourtant plus éloigné du littoral. Les citoyens ont fait comprendre à l'autocrate local qu'il était temps de tourner une page. Celle de la dynastie en place. Avec 13 points de retard sur sa concurrente socialiste, Jean Grenet est bien le seul à ne pas prendre la mesure de cette giflette mémorable. Dur réveil après la longue sieste au Palais Bourbon.

Les dinosaures, en voie d'extinction en Pays Basque, n'ont pourtant pas tous disparu. Si deux de ses plus magnifiques représentants viennent de quitter l'arène politique pour entrer au muséum d'Histoire naturelle, il en est un qui résiste. Lassalle. Quoique dans le cas

de la IV<sup>e</sup> circonscription, les électeurs, bien embêtés, avaient à jouer les arbitres dans un duel entre dinosaures. Le résultat aura au moins le mérite d'en faire disparaître un, tandis que l'autre, dans son isolement flamboyant, ne représentera plus que lui-même...

Quel bilan tirer de ces élections du point de vue abertzale? Tout d'abord, le poids de nos idées. Premier point positif, il n'y a plus de député élu hostile à la langue basque ou à l'institutionnalisation du Pays Basque à l'Assemblée Nationale. Les deux nouvelles élues ont pris date vis-à-vis de la collectivité territoriale. Le 3<sup>e</sup> ne s'y opposera pas. À nous de leur rappeler cet engagement à l'automne lorsque des paroles, il faudra passer aux actes.

Ensuite, la cohérence. La coalition électorale EH Bai a été capable de parler d'une seule voix entre les deux tours. Un message clair et bien relayé qui nous place au cœur des débats politique du Pays Basque et nous ancre résolument à gauche sans signer de chèque en blanc au PS. Le seul hic est venu d'élus franc-tireur qui, dans le cas de la IV<sup>e</sup> circonscription, se sont un peu discrédités en appelant les abertzale à voter pour un candidat peu apprécié.

Enfin, le vote. À regarder l'écart minime de voix qui sépare les candidats dans la IV<sup>e</sup> et dans la VI<sup>e</sup>, on mesure l'importance du report de voix abertzale dans la victoire de l'un et la défaite de l'autre. Sylviane Alaux ne s'y est pas trompée qui, au moment des remerciements, adresse un clin d'œil aux votants abertzale qui ont, semble-t-il, surmonté leur hostilité vis-à-vis de ses positions pro-LGV. Frantxua Maitia le comprend bien aussi, lui qui échoue à quelques centaines de voix près. L'abstention des abertzale dans le meilleur des cas, ou le vote contre au vu de la méfiance qu'il suscite et de la langue de bois qu'il manie, lui ont coûté fort cher. Il fallait bien, un jour, que le vieux renard cendré d'Ispoure paye l'addition.

Au final, une coalition EH Bai qui se structure et tient un discours cohérent, un vote abertzale capable de faire et défaire des candidats; nous voilà bien devenus incontournables.

## Ustekabea

**J**EAN Grenetek diputatu aulkia gal zezakeela pentsatzen zen. Azken urteetan, hauteskunderaz hauteskunde, Baiona inguruan, sozialistek emeki emeki gaina hartzen zieten eskuinekoei. Azkenean, 2012ko diputatu bozen bigarren itzuli honetan nagusitasun handiz irabazi ditu hauteskundeak Colette Capdevielle sozialistak. Grenet dinastiari eman zaion kolpe handiena. Nola gal zitzakeen Grenet batek hauteskundeak? Baina uste ez zena gerta daitekeela ikusi genuen igandean. Eta ez hori bakarrik! Michelle Alliot-Marie gero eta ahulago ikusten bagenuen ere, bere hauteskunde eremuan beti nagusi ageri zen, nagusitasun ahulagoarekin bazen ere. MAM han egonen zen, gogoaz zuen artean. Eta ez. Dorre bikiak ere erori ziren noizbait. Nork pentsatzen zuen halakorik gerta zitekeenik? Ipar Euskal Herriko politikako bi dorre bikiak erori ziren joan den igandean: Grenet eta Alliot-Marie.

Abertzaleen bozei esker, diote abertzaleek. Egia da, abertzaleek ez balute Capdevielle edo Sylviane Alaux-ren alde bozkatu, ez zituzten hauteskundeak irabaziko. Euskal Herria Bai koalizioak ez zuen bozka eskaririk egin, alta. Hautesleak libre utzi zituen. Alderdi abertzaleek gogoetatu beharko dute bozka eskaririk egin nahi ez duten artean, beren boz-emailek jarrera garbi bat dutela ikustea koherentea den. Alde batetik, irakurketa baikorra egin daiteke: Iparraldeko alderdi abertzaleen boz-emailek

badute aski heldutasun beren alderdiaren aginduen beharrik ukan gabe, ez ardiek bezala egiteko gauzak. Baina bestetik, Alaux-k eta Capdeviellek errealki abertzaleei zor badiete ere garaipena, funtsean, abertzaleei ez diete ezer zor. Ez du erran nahi hauteskundearen bigarren itzulia aitzin alderdi abertzaleekin tratatu bat egin izanagatik bakarrik sozialistek hitza beteko zuten gero. Baina trataturik ez izanik, oraino obligazio gutiago dute abertzaleen eskaerei begira keinu baten egiteko. Alabainan, interpretazio maltzurretan barna gaitzke gehiago: MAMek hauteskundeak ez zituen galduko, ez eta abertzaleei esker ere, baldin eta lehen itzulian ez balitz hainbeste ahuldua gelditu. Egia da beharbada ez zutela hainbeste abertzalek bozkaturiko Alauxren alde, ez bazuten MAMen huts egitea hain hurbil ikusten.

Traturik ez dago sozialisten eta abertzaleen artean. Hala ere, itxaropenak badu lekua. Sozialisten diputatua ez da Espilondo: Capdevielle da. Bata jakobinoa, bestea euskal gaietan, orain arte, beti idekia agertu dena, bai euskal departamenduaren alde, bai euskal gatazka konpontzearen alde (oroitzen gara Ahotsak plataformako presidente izan zela, 2006ko su-eten denboran). Sylviane Alaux ere jarrera idekiarekin agertu da. Ea orain arte bezala segitzen duten. Mesfidantzaren gaintetik, has gaitezen baikor izatetik, eta oroitaraz diezaiegun abertzaleei esker irabazi duten bezala, abertzaleengatik ere gal dezaketela.



CETTE SEMAINE

## TARTARO

S'EST ÉTONNÉ

●●● pas tant que ça que l'armée égyptienne annonce la dissolution du parlement à peine élu, jetant un trouble sur le 2<sup>ème</sup> tour de l'élection présidentielle dont son représentant affronte le candidat des frères musulmans... ou comment se maintenir au sommet de la pyramide!

●●● que le premier ministre de la perfide Albion, David Cameron, dans un esprit de solidarité européenne, offre l'asile aux futures victimes de l'annoncé matraquage fiscal de Hollande. Façon très british de faire la manche.

●●● de la finesse oratoire du brillant avocat et nouvel élu FN dans le Var, Gilbert Collard: "Je serai le casse-couille de l'Assemblée Nationale". Comme il l'a pensé fortement: dans le Var les burnes ont parlé.

●●● que les milliers de nouveaux arrivants à Bayonne dans les nouveaux logements sociaux exemplairement construits par Jean Grenet votent sans état d'âme pour sa concurrente Colette Capdevielle. C'est ce qui s'appelle être remercié.

●●● et réjoui que pratiquement pas une voix abertzale n'ait manqué au 2<sup>ème</sup> tour à Sylviane Alaux pour faire d'Alliot-Marie une femme battue. Les abertzale n'ont pas voulu remettre le couvert de l'accession de MAM à la mairie de Saint-Jean-de-Luz.

●●● et réjoui que l'immunité présidentielle de Sarkozy soit tombée le vendredi 15 juin laissant désormais ouverte toute investigation possible dans les affaires Karachi, Bettencourt, Khadafi. Du Palais de l'Élysée au Palais de Justice?

# Commentaires sur le second tour

## ● Peio Etcheverry-Ainchart

Ça y est, la cuvée électorale 2012 a été jugée et en tant que candidat, qu'il me soit permis ici de féliciter les vainqueurs et de souhaiter bon vent aux vaincu(e)s. À l'heure du bilan, ma foi nous avons toutes les raisons d'être satisfaits: avec nos 11.000 voix au premier tour, nous nous sommes posés comme arbitres du second, déterminants au minimum dans la chute historique de MAM et dans l'échec de François Maitia.

### «La critique est facile mais l'art est difficile»

L'essentiel de ce qui devait être dit sur le premier tour l'a été, j'aimerais ici revenir sur le second, qui appelle sûrement quelque éclaircissement. Vu de l'extérieur, la position adoptée par EH Bai avait le goût du ni-ni, la couleur du ni-ni, mais ce n'était pas un ni-ni. En politique, les mots ont un sens; et pour ceux et celles qui ont pris soin de lire ce qui a effectivement été écrit, il n'était pas compliqué de comprendre qu'EH Bai aurait voulu appeler à voter contre cette droite dure dépositaire de l'héritage Sarkozy, mais que ce sont les prises de position du PS sur certaines thématiques importantes qui l'empêchaient de le faire formellement, les électeurs abertzale étant alors laissés libres de leur choix. Il ne fallait pas être grand clerc pour en déduire que ces derniers, notamment sur la 6<sup>ème</sup> circonscription, étaient invités à voter soit blanc soit Alaux. Mais alors, nous dira-t-on avec raison: «pourquoi ne pas le dire clairement?».

C'est là que certaines choses doivent être éclaircies, et cela demande de bien prendre en compte le contexte de la prise de décision. Si l'opposition à la droite était unanime et qu'un appel formel à chasser MAM ou Grenet aurait en principe été évident, la question de la LGV notamment était rédhibitoire pour une partie importante de la base abertzale sur la 6<sup>ème</sup> circonscription. Dans un duel Alliot-Alaux, cette question était-elle primordiale, devait-elle renvoyer les candidates dos-à-dos? Chaque abertzale se fera son avis, selon sa grille de lecture idéologique ou tactique, et personnellement je ne jugerai jamais quelqu'un dont le point de vue est si cruellement conditionné par la perspective d'une voie LGV détruisant son propre lieu de vie. Mais le problème était là, qui se posait dans la plus extrême tension, les propos allant parfois jusqu'à l'invective. Alors, que faire?

### Les vertus du consensus

Il est toujours des censeurs, à peine la décision finalement voulue consensuelle par EH Bai adoptée — et parfois même avant, ce qui est encore pire —, pour pousser des cris d'orfraie et hurler à l'irresponsabilité de la coalition, critiquer son fonctionnement donnant trop de place à l'avis des militant(e)s par rapport aux partis, et faire leur appel au peuple de leur côté. Sans s'appesantir sur la manière de faire, posons donc la question de l'alternative à la posture elle-même d'EH Bai. Certes, nous aurions pu «cadenasser» la prise de décision, ou la jouer au vote afin que chaque tendance montre ses muscles et que les plus nombreux s'imposent. À cette heure, je ne sais toujours pas qui l'aurait emporté mais ce que je mesure, c'est les dégâts que cela aurait provoqués au sein d'un mouvement dont l'effort collectif avait précisément permis le succès du premier tour. Dans ce gen-



re de cas, l'on peut bien sûr ne penser qu'au dimanche suivant, mais il n'est peut-être pas stupide d'envisager aussi les années à venir et surtout les échéances si proches de 2014, tellement plus importantes pour nous que celles de 2012, et qui demandent de conserver notre cohésion...

Aujourd'hui, trois jours après le second tour des législatives, le succès est total. Nous avons laissé les abertzale libres de se déterminer et ils ont massivement décidé de faire tomber MAM et de châtier Maitia. Arbitres unanimement reconnus, y compris des candidat(e)s finalistes, nous avons su agir selon nos intérêts et choisir qui nous voulions faire passer et qui nous voulions faire tomber. En somme, tout en maintenant notre indépendance, nous avons capitalisé notre poids électoral et poussé nos adversaires à se dire qu'il est désormais temps d'agir en fonction de nous s'ils veulent espérer gagner, et cela jusqu'à ce que nous soyons en position de l'emporter nous-mêmes.

### Des balises politiques pour l'avenir proche

Mais la posture d'EH Bai a une autre vertu. Pour espérer l'emporter avec un bon report de voix abertzale, Colette Capdevielle, Sylviane Alaux et Jean Lassalle ont répondu à l'interpellation qui leur a été envoyée et y ont pris des engagements écrits, datés et signés. Fini les temps des promesses de campagne distribuées à longueur de débats radiophoniques, aussitôt envolées au gré des ondes qui les avaient charriées. À l'heure où la civilisation de l'écrit a supplanté l'ancienne force du hitza hitz, dépérissant d'avoir été tant galvaudé, ces engagements sont là, balises politiques des années à venir et futurs juges de paix dans cinq ans à peine, aux prochaines législatives.

Maitia est tombé pour trop de belles paroles et de promesses non tenues, Alaux et Capdevielle devront se montrer dignes de celles qu'elles ont elles-mêmes signées, il est vrai en leur nom propre et sans tampon du PS, ce qui n'est pas pour nous dissuader de rester sur nos gardes. Pour l'heure, le mouvement abertzale sort renforcé de cette élection avérée si difficile, 3<sup>ème</sup> force du Pays Basque Nord mais conscient de l'étendue de ce qu'il lui reste à faire pour bien préparer les échéances à venir. À nous de ne pas laisser retomber cette dynamique.

2<sup>ème</sup> tour en Iparralde

## Le grand ménage

Michèle Alliot-Marie battue, les socialistes Sylviane Alaux et Colette Capdevielle nouvelles députées du Pays Basque, Jean Lassalle sauve son siège.

**C**ONTRAIREMENT à l'ensemble de l'hexagone où elle a progressé, l'abstention en Iparralde est quasiment identique qu'au 1<sup>er</sup> tour, soit 40,20% le 10 juin et 39,95% le 17 juin. En revanche les blancs et nuls on plus que triplé passant de 1.885 le 10 juin à 6.141 dimanche dernier. Cela traduit le vide laissé aux électeurs par la disparition des candidats de leurs sensibilités politiques. Cela explique aussi le petit hiatus dans les reports droite et gauche dans la 6<sup>ème</sup> circonscription.

## Deux sur trois

Les députés sortants Michèle Alliot-Marie et Jean Grenet ont été battus par les candidats

du parti socialiste Sylviane Alaux et Colette Capdevielle. Jean Lassalle, MoDem, dans la circonscription basco-béarnaise, conserve son siège au dépend du socialiste Franxua Maitia. La grande surprise est la mise hors-jeu de la dirigeante nationale de l'UMP, Michèle Alliot-Marie, qui échoue pour la première fois après six réélections. Elle était entrée en politique comme suppléante de son père, Bernard Marie, ancien maire de Biarritz. Elle a participé durant 15 ans au plus haut sommet de l'Etat, sous les présidences Chirac et Sarkozy, dans divers ministères dont quatre régaliens, Défense, Justice, Intérieur et Affaires étrangères. Plusieurs fois ministre d'Etat elle fut à deux reprises promise à la direction du gouvernement. Elle a également dirigé com-

me présidente la formation gaulliste après s'être fait élire par l'ensemble des militants. Son échec signalé par les grands médias nationaux est donc le fait marquant de ces élections législatives en Pays Basque. Elle avait recueilli 19.517 voix, 35,37% des suffrages au 1<sup>er</sup> tour. Elle porte son score à 48,38% et 25.908 voix au second tour. Elle ne devance sa concurrente socialiste dans

4ème circonscription										
(7 cantons en Pays Basque + 8 cantons en Béarn)										
Cantons	Hasparren	Iholdy	Mauléon	Baigorry	St Palais	Garazi	Tardets	Tot. Pays Basque	Béarn	4ème circ.
Inscrits	6997	3606	8137	4975	7433	5316	2830	<b>39294</b>	41161	80455
Votants	4366	2535	5191	2933	5101	3731	1892	<b>25749</b>	27412	53161
% Abstention	37,60%	29,70%	36,20%	41,05%	31,37%	29,82%	34,47%	<b>34,47%</b>	33,40%	33,92%
Blancs-Nuls	258	156	295	201	202	253	104	<b>1469</b>	1373	2842
Exprimés	4108	2379	4896	2732	4899	3478	1788	<b>24280</b>	26039	50319
<b>François Maitia (PS)</b>	1890	896	<b>2570</b>	1157	1957	1670	866	11006	<b>13658</b>	24664
	46,01%	37,66%	<b>52,49%</b>	42,35%	39,95%	48,02%	48,43%	45,33%	<b>52,45%</b>	49,02%
<b>Jean Lassalle (Modem)</b>	<b>2218</b>	<b>1483</b>	2326	<b>1575</b>	<b>2942</b>	<b>1808</b>	<b>922</b>	<b>13274</b>	12381	<b>25655</b>
	<b>53,99%</b>	<b>62,34%</b>	47,51%	<b>57,65%</b>	<b>60,05%</b>	<b>51,98%</b>	<b>51,57%</b>	<b>54,67%</b>	47,55%	<b>50,98%</b>

5ème circonscription										
Cantons	Anglet Sud	Anglet Nord	Bayonne Est	Bayonne Nord	Bayonne Ouest	Bidache	Labastide	St-Pierre d'Irube	Total 5ème	
Inscrits	16001	12812	7907	13418	12897	4200	5316	12924	<b>85475</b>	
Votants	9420	7653	4356	7374	7924	2620	3248	7564	<b>50159</b>	
% Abstention	41,13%	40,27%	44,91%	45,04%	38,56%	37,62%	38,90%	41,47%	<b>41,32%</b>	
Blancs-Nuls	333	245	172	321	565	88	147	357	<b>1871</b>	
Exprimés	9087	7408	4184	7053	7359	2532	3101	7207	<b>47931</b>	
<b>Jean Grenet (UMP)</b>	4070	3532	1693	2508	3543	1216	1431	2871	20864	
	44,79%	47,68%	40,46%	35,56%	48,15%	48,03%	46,15%	39,84%	43,53%	
<b>Colette Capdevielle (PS)</b>	<b>5017</b>	<b>3876</b>	<b>2491</b>	<b>4545</b>	<b>3816</b>	<b>1316</b>	<b>1670</b>	<b>4336</b>	<b>27067</b>	
	<b>55,21%</b>	<b>52,32%</b>	<b>59,54%</b>	<b>64,44%</b>	<b>51,85%</b>	<b>51,97%</b>	<b>53,85%</b>	<b>60,16%</b>	<b>56,47%</b>	

6ème circonscription							
Cantons	Biarritz Est	Biarritz Ouest	Hendaye	Espelette	St J. de Luz	Ustaritz	Total 6ème
Inscrits	12369	10258	21379	11694	20091	19088	<b>94879</b>
Votants	6874	5448	13141	6877	12311	11349	<b>56000</b>
% Abstention	44,43%	46,89%	38,53%	41,19%	38,72%	40,54%	<b>40,98%</b>
Blancs-Nuls	237	162	579	352	502	612	<b>2444</b>
Exprimés	6637	5286	12562	6525	11809	10737	<b>53556</b>
<b>Michèle Alliot-Marie (UMP)</b>	3269	<b>3012</b>	4963	<b>3299</b>	<b>6112</b>	5253	25908
	49,25%	<b>56,98%</b>	39,51%	<b>50,56%</b>	<b>51,76%</b>	48,92%	48,38%
<b>Sylviane Alaux (PS)</b>	<b>3368</b>	2274	<b>7599</b>	3226	5697	<b>5484</b>	<b>27648</b>
	<b>50,75%</b>	43,02%	<b>60,49%</b>	49,44%	48,24%	<b>51,08%</b>	<b>51,62%</b>



Sylviane Alaux  
photo le JPB

ses deux fiefs traditionnels que de 639 voix à Biarritz et de 415 voix à Saint-Jean-de-Luz alors qu'elle est bousculée par Sylviane Alaux à Hendaye par un écart de plus de 2.686 voix.

## Une addition parfaite

Pour que MAM soit battue dans cette 6<sup>ème</sup> circonscription historiquement de droite, alors qu'elle était en tête au 1<sup>er</sup> tour avec 35,37% contre 31,55%, il fallait un report de voix presque parfait des multiples candidats de gauche en faveur de Sylviane Alaux. C'est ce qui c'est produit. L'addition des voix de droite, Front National, Lamarque, MoDem, PNV et Zunzaren à celles de MAM arrive à 27.727 suffrages, or, l'ancienne ministre obtient 25.727 voix. En face l'ad-

2012KO EKAINAREN 21AN

ESTHER VIVAS, DU CENTRE D'ÉTUDES SUR LES MOUVEMENTS SOCIAUX DE L'UNIVERSITAT POMPEU FABRA DE BARCELONE

## Quand l'économie et le capitalisme se peignent en vert



**L**e vert fait vendre. De la «révolution verte» en passant par la «technologie verte» et jusqu'à la «croissance verte», il s'agit toujours de nous faire sortir de la crise. Dernière trouvaille en date ; l'«économie verte». Une économie qui, contrairement à ce que son nom indique, n'a rien de «vert», mis à part la couleur des dollars qu'espèrent gagner les mêmes qui en font la promotion.

Il faut dire que la nouvelle offensive du capitalisme global, visant à privatiser et à transformer massivement en marchandises les biens communs, trouve dans l'économie verte sa plus haute expression. Dans un contexte de crise économique comme celle d'aujourd'hui, il s'agit précisément d'une des stratégies du capital pour récupérer des taux de profits élevés, en privatisant les écosystèmes et en transformant le «vivant» en marchandise.

L'économie verte constitue, justement, le thème central dans l'agenda du Sommet des Nations Unies sur le Développement Durable, Rio+20 en cours ces jours-ci. Il a lieu du 20 au 22 juin à Rio de Janeiro, vingt ans après le Sommet de la Terre de l'ONU qui s'était déroulé en 1992 dans cette même ville.

### Deux décennies plus tard, où en sommes nous ?

Que sont devenus des concepts tel que le «développement durable», qui est accolé à ce sommet ?

▼  
"Ingurumenaren krisiak,  
planeta honen azalean jendarteen  
bizimolde zibilizatua  
mehatxatzen du!"

Où en est la ratification de la Convention sur le Changement Climatique qui avait jeté les bases du Protocole de Kyoto ? Ou de la Convention sur la Diversité Biologique qui fut élaborée à l'époque ?

Ce ne sont plus que des chiffons de papier, ni plus ni moins.

La situation aujourd'hui est pire qu'à l'époque.

### Crise écologique sans précédent

Au cours de toutes ces années, non seulement on n'est pas parvenus à freiner le changement climatique, la perte de biodiversité, la déforestation, etc., mais ces processus n'ont fait, au contraire, que s'aggraver et s'intensifier. Nous assistons ainsi à une crise écologique sans précédent qui menace l'avenir de l'espèce humaine et de la vie sur cette planète. Une crise qui joue un rôle central dans la crise de civilisation que nous traversons.



Esther Vivas

Cette crise environnementale met en évidence l'incapacité du système capitaliste à nous sortir de la voie sans issue dans laquelle nous a conduit sa logique de croissance illimitée, de profit à court terme et de consumérisme compulsif. Cette incapacité à offrir une issue réelle, nous avons clairement pu la constater lors des échecs des sommets sur le climat à Copenhague (2009), Cancún (2010), Durban (2011), ou lors du sommet sur la biodiversité à Nagoya au Japon (2010). A chaque reprise ce sont des intérêts politiques et économiques particuliers qui se sont imposés sur les besoins collectifs de l'humanité et sur l'avenir de la planète.

#### Fausse solutions pour masquer les causes structurelles

Dans ces sommets, on a adopté des fausses solutions face au changement climatique ; des solutions technologiques comme le nucléaire et les agro-carburants, ou encore la capture et le stockage sous terre des émissions de CO<sub>2</sub>. Autant de mesures destinées à masquer les causes structurelles qui nous ont conduites à la crise écologique actuelle. Ces fausses solutions ne cherchent qu'à faire du profit avec cette crise et elles ne feront rien d'autre que l'aggraver.

#### Ne pas toucher au capitalisme pour ne pas «tuer la poule aux œufs d'or»

Les liens étroits entre ceux qui possèdent le pouvoir politique et le pouvoir économique expliquent cette absence de volonté pour adopter les réponses effectives. Les politiques ne sont pas neutres. Une solution réelle implique un changement radical du mode de production, de distribution et de consommation actuels, une confrontation ouverte avec la logique productiviste du capital. Autrement dit : toucher au noyau dur du système capitaliste. Ceux qui détiennent le pouvoir politique et économique ne sont pas disposés à faire une telle chose car ils ne veulent pas «tuer la poule aux œufs d'or».

#### Faire du profit avec la nature et avec la vie

Aujourd'hui, vingt ans plus tard, ils veulent nous vendre leur «économie verte» comme une solution à la crise économique et écologique. C'est un autre grand mensonge. L'économie verte ne cherche qu'à faire du profit avec la nature et avec la vie. Il s'agit d'un processus d'appropriation néo-colonial des ressources naturelles - du moins celles qui ne sont pas encore privatisées - afin de les transformer en marchandises que l'on achète et que l'on vend.

Ses promoteurs sont, précisément, ceux qui nous ont conduit à la situation de crise dans laquelle nous nous trouvons : les grandes entreprises multinationales, avec le soutien actif de gouvernements et d'institutions internationales.

Ces mêmes compagnes qui monopolisent le marché de l'énergie (Exxon, BP, Chevron, Shell, Total), de l'agro-industrie (Unilever, Cargill, DuPont, Monsanto, Procter&Gamble), des pharmaceutiques (Roche, Merck), de la chimie (Dow, DuPont, BASF), sont les principales qui impulsent l'économie verte.

#### Attaque contre les biens communs

Nous assistons à une nouvelle attaque contre les biens communs et les perdants seront les 99% de notre planète. Et tout particulièrement les communautés indigènes et paysannes du Sud, celles qui protègent et vivent de ces écosystèmes. Elles seront expropriées et expulsées de leurs territoires au profit des entreprises multinationales qui veulent tirer profit de ces écosystèmes.

#### Dire non à une économie qui ne fait que se peindre en vert

Le Sommet de Río+20 est destiné à garantir ce que l'on pourrait appeler «une nouvelle gouvernance environnementale internationale», qui consolide la marchandisation de la nature et permette un plus grand contrôle oligopolistique sur les ressources naturelles. En définitive, il s'agit de déblayer le terrain pour les entreprises multinationales afin qu'elles s'approprient les ressources naturelles en légitimant des pratiques de pillage et d'usurpation. La réponse est entre nos mains; dire «non» et démasquer un capitalisme et une économie qui ne font que se peindre en vert.



## Lelo, lelo

Ameikanoa!

"Lelo, lelo, betiko lelo!  
Gutan fidatu ta lasai egin lo!"  
Hori zion Anje Duhalden kantuararen bertsio ofizialak.

Hirigoien anaiek beren sudurra sartu zuten "tüba" bilakatu zen kantu hortan, eta, memoria ez bada makur honela aldatu:

"Lo, lo, lo, lo, intzak lo Anje!  
Bakia mak ta bi sos, zohazhi ohera!?"

Ez dakit memoria xuxen denez ala ez eta kantu famatu horren hitzak hola-koak zirenez... ala ez!

Hasteko eta bat, kantu famatu horren bi bertsio hauek untsasko pentsarazten didate Monsanto Multi Nazionalaren egiteko moldeari.

Alabainan, Klima aldaketaren borrokatzea Monsantoaren azken argumetazioa da Jitez Aldatutako Organismoen inposatzeko.

Enpresa erraldoi hau bilakatu da "lurra irauli gabeko laborantza kontserbatzailearen defendatzaile amorratua!"

Hola enpresak berak ekoizten duen Roundup belar pozoinari esker eta harenak diren jitez aldatutako soja landareei (belar pozoina jasaiten dutener) esker, ez du laborariak gehiago lurra irauli behar landatzeko ez eta belar tzarren kentzeko!

Irauli gabeko lurrek gehiago karbono atxikitzen dutenez, "karbono kreditak" lortzen edo "sakelan sartzen" ditu gure Monsanto eta noski (ta sustut!), ahantzi gabe etekin animaleak bere belar pozoin eta hazi transgenikoen saltzetik ateratzen!

Hau bai hau parada ona beraz... Ekonomia Berdea... klima aldaketaren borrokatzearen aitzakian (nehork ez baitu erraiten zer mailatan irakunkorrak diren pozoinen eta JAOen ekoizpen eta erabilpenak! Alta, biek energia fosilen gainean kondatzen dute eta ingurumenen eta osagarrian ezin kalkulatzeko kalteak egiten dituzte... Baina hori SEKULAKO ETEKINAK ateratzeko denez... ez da hain grabe!

"Lelo, lelo, betiko lelo..."  
Edo "lo, lo, lo, lo... intzak lo A..." dira hasteko eta bat, Monsantoaren mezuak herritarrentzat!

## IÑIGO IÑURRATEGI

Mondragon Unibertsitateko Humanitate eta Hezkuntza Zientzien Fakultatean irakaslea eta LANKI - Lankidetzaren Ikertegiko ikerlaria.



# Geroa...

## Material behar gutxiagorekin eta intentsitate energetiko gutxiagorekin izan beharko da!

**Garapen ereduak aldatu behar dugula diozu. Ez dela aukera bat, aldatzera behartua garena.**

Gure gizartea eta gure bizimodua epe luzera erabat jasan ezina den baliabideen kontsumo maila batean oinarrituta dago. Eta gainera energia fosil merkea eskuragai izatearen baldintzapean. Garai hori bukatzen ari da. Petrolio merkea, ikatz merkea, gas natural merkea, ... bata bestearen atzetik amaitzen ari dira. Eta horrek egingo du ezinezko gaur egun daukagun bizimodua, gizartearen eta gure egunerokotasunaren antolaketa gaur egun ezagutzen dugun moduan. Inork gutxi jartzen ditu zalantzan datu objektibo horiek. Nazioarteko Energiaren Agentziak, AEB zein Europako gobernu agentziek, eta gurean Eusko Jaurlaritzak "Euskadi 2020ko Garapen Jasangarrirako Estrategian" ematen digute berri krisi energetikoaren egoeraren larriaz.

**Eta zer eragin luke krisi energetikoak gure gan?**

Hasteko azpimarratu beharra dago gure subirausuna energetikoa %5 ingurukoa dela. Kontsumitzen dugun energiaren %95a kanpotik ekarri beharrean gaude. Eta horrek zer pentsatua eman beharko liguke, are gehiago subirausun politikoa gura dugunoi. Gainera petrolioarekiko daukagun dependetzia handiegia da. Ia denerako behar dugu petrolioaren deribatuen bat: garraioa, elikagaiak, berotasuna, jantziak, edozein motatako gailuak, ... Petrolio eta petrolioaren energiari esker eraikitako bizimodua da gurea. Eta petrolio merkearen amaierarekin datoz komeriak.

**Energia berdeekin ez da konponbiderik?**

Energia berdeak oso interesgarriak dira, baina momentu honetan oso urruti gaude erregai fosilak energia berdeekin ordezkatzeko bermatetik. Eta hori bermatzerik balego ere, zaila izango da ordezkapena garaiz iritsiko dela bermatzea. Beraz, nahi edo nahi ez, gure bizimodu antolaketa intentsitate energetiko gutxiagoko parametro berritara moldatu beharra izango dugu.

Zenbat eta gehiago aurreratu teknologikoki, eta batez ere, zenbat eta gehiago murriztu gure energia eta materialen kontsumoa, batez ere ekoizpen, kontsumo eta mugikortasun ereduak aldatuz, aldaketa orduan eta errazagoa izango da. Baina oso urruti gaude hortik. Momentu honetan daukagun bizimoduarekin aldaketa oso traumatikoa izango litzateke. Ez gaude prest. Eta ezin dugu denbora gehiago alferrik galdu.

**Etorkizuna ilun samarra ikusten duzue zuk, orduan.**

Arduratsen nau etorkizunak, baina aldi berean ilusioz eta baikor nago. Alde batek gure belaunaldiari tokatuko zaigulako erronka izugarri honi aurre egiteko estrategiak definitu eta martxan jartzea. Eta bestetik, bizimodu aldaketa, material behar gutxiago eta intentsitate energetiko gutxiago izango duen etorkizun bat ez delako bizimodu okerrago baten sinonimoa. Kontrakoa, gaur egungo bizimoduak sortu du munduan historian izan diren diferentzia handienak, eta gizarte aurreratuenetan ere depresio eta nahiez handiena. Bizitza zoriontsuago bat asmatzeko aukeran izango dugu. Baina horretarako lan asko egin beharko da, noski.

**Iñigo Iñurrategiren datorren hitzaldian parte hartzeko hara xehetasun zorbait :**

**Egungo krisitik etorkizun jasangarri baterantz**

Permakultura oinarri hartuta

**De la crisis actual hacia un futuro sostenible**

La permacultura como camino

Topaketa honetan, bizi dugun krisiari buruz ditugun pertzepzioak partekatuko ditugu, eta gure eskura dauden irtenbideak, gizarte jasangarri baten eraikitzearekin konprometitua gauden banako edota kolektiboen eguneroko jardunean orientagarri izan daitezkeenak, irudikatzen saiatuko gara.

Os invitamos a participar en este encuentro, para compartir percepciones sobre la crisis y apuntar hacia soluciones a nuestro alcance y que sirvan como orientadores de nuestra práctica diaria como individuos y/o colectivos comprometidos con la construcción de una sociedad sostenible.

**Iñigo Iñurrategi**

profesor del departamento de Cooperación -LANKI de HUHEZI - Universidad de Mondragón

**Jorge Carrión**

El Manzano (Txile), permakultura eskolan hezitzailea.

Antolatzailea:

ekainak 23 junio

10:00 - 13:00

Zuloaga etxea HONDARRIBIA

Gure Hegoak



# Inclure les médias bascophones dans vos actions médias...

**1° C'est s'assurer d'un public cible potentiel de 877 000 personnes qui parlent le basque**

- ✓ 74 000 en Pays Basque (Labourd, Basse-Navarre et Soule)
- ✓ 725 000 en Euskadi (Gipuzkoa, Biscaye et Alava)
- ✓ 78 000 en Navarre

**2° C'est bénéficier d'une affinité à l'égard de votre communication en basque... pour des bascophones**

La pratique du basque au quotidien dans ces territoires privilégie l'impact et l'authenticité de vos messages publi-promotionnels dans cette langue.

**3° C'est profiter de forts taux de lecture et d'audience de ces mass-médias bascophones**

- ✓ 85 700 habitants du Pays Basque écoutent au moins une fois par semaine des médias en basque (TV et radios émettant en basque).

✓ 40 000 habitants du Pays Basque écoutent tous les jours ou presque ces médias émettant en basque, soit 23 800 téléspectateurs et 28 200 auditeurs réguliers.

- ✓ 64 000 habitants de la Communauté Autonome d'Euskadi lisent quotidiennement un journal écrit en basque
- ✓ 650 000 habitants de la Communauté Autonome d'Euskadi écoutent tous les jours ou presque une radio ou une télévision diffusant leurs émissions en basque

**4° C'est tirer avantage d'une vraie communication de proximité**

La totalité du Pays Basque est couverte par les différents médias en langue basque. Presse quotidienne, presse hebdomadaire, radio et télévision par leurs diffusions ou par leurs émissions assurent une parfaite pénétration du territoire.

Leur contenu éditorial privilégie l'information de proximité et renforce ainsi la légitimité de ces médias par des taux d'audience et de lecture confortables.

**5° C'est communiquer au meilleur rapport coût/performances**

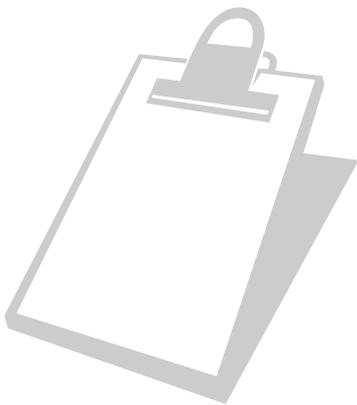
- ✓ 39% des habitants de 13 ans et plus écoutent et regardent les radios et chaînes de télévision émettant en langue basque. Les moins de 30 ans sont ceux qui écoutent le plus la radio en basque chaque jour.
- ✓ 54% des bascophones regardent la télévision en basque tous les jours.
- ✓ 22% des bascophones lisent en basque chaque jour.

En Euskadi et en Navarre, 40% de la population lisent un quotidien en basque, 40% écoutent une des radios bascophones et 40% regardent régulièrement la télévision en basque.



Pour aller plus loin et mieux comprendre voir le site : [www.medias-bascophones.com](http://www.medias-bascophones.com)  
[www.mintzaira.fr/fr/activites-et-dispositifs-permanents/menees-directement-par-loplb/campagne-de-promotion-des-medias-bascophones.html](http://www.mintzaira.fr/fr/activites-et-dispositifs-permanents/menees-directement-par-loplb/campagne-de-promotion-des-medias-bascophones.html)

## Agenda de la Fondation



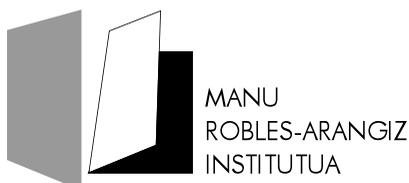
*Alda!ren bloga :*  
[www.mrafundazioa-alda.org](http://www.mrafundazioa-alda.org)

### En direct du Sommet des peuples pour la justice sociale et environnementale de Rio :

La délégation Basque composée de représentant-e-s du mouvement altermondialiste Bizi et du syndicat ELA est au Sommet des peuples à Rio depuis lundi 18 juin et y a suivi ses premières réunions et rencontres. Ce Sommet va poser les fondements d'une véritable transition vers des sociétés diverses, justes et soutenables.

Un **duplex vidéo** sera organisé en direct du sommet des Peuples de Rio **ce jeudi 21 juin à Bilbao et à Bayonne à 16h00**.

On pourra y voir et entendre les témoignages de la délégation basque et d'autres militant-e-s du Sommet des Peuples, et leur poser des questions en direct.



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua  
 20, Cordeliers karrkia  
 64100 BAIONA  
 ☎ + 33 (0)5 59 59 33 23  
[www.mrafundazioa.org](http://www.mrafundazioa.org)

Zuzendaria  
 Dani Gomez  
**Ipar Euskal Herriko arduraduna**  
 Txetx Etcheverry  
*Alda!ren koordinatzailea*  
 Xabier Harlouchet



BAYONNE			
Inscrits	28460		
Votants	15951		
Exprimés	15343		
Jean Grenet	6663	43,43%	
Colette Capdevielle	8680	56,57%	

BIARRITZ			
Inscrits	22627		
Votants	12322		
Exprimés	11923		
Michèle Aliot-Marie	6281	52,68%	
Sylviane Alaux	5642	47,32%	

SAINT-JEAN-DE-LUZ			
Inscrits	10607		
Votants	6809		
Exprimés	6544		
Michèle Aliot-Marie	3460	52,87%	
Sylviane Alaux	3084	47,13%	

ANGLET			
Inscrits	28813		
Votants	17073		
Exprimés	16495		
Jean Grenet	7602	46,09%	
Colette Capdevielle	8893	53,91%	

HENDAYE			
Inscrits	8255		
Votants	4658		
Exprimés	4495		
Michèle Aliot-Marie	1341	29,83%	
Sylviane Alaux	3154	70,17%	

1er tour en Iparralde	
<b>Inscrits</b>	<b>219656</b>
<b>Votants</b>	<b>131364</b>
<b>Abstention</b>	<b>40,20%</b>
<b>Exprimés</b>	<b>129479</b>
<b>Blancs et nuls</b>	<b>1885</b>

2ème tour en Iparralde	
<b>Inscrits</b>	<b>219648</b>
<b>Votants</b>	<b>131908</b>
<b>Abstention</b>	<b>39,95%</b>
<b>Exprimés</b>	<b>125767</b>
<b>Blancs et nuls</b>	<b>6141</b>



Jean Lassalle



Colette Capdevielle

photo le JPB

dition des voix du NPA, Verts, LO, Front de gauche et EH Bai à celles de S. Alaux arrive à 28.279 voix alors que la socialiste arrive à 27.648 voix. Les faibles décalages s'expliquent par 1.647 blancs et nuls de plus qu'au 1<sup>er</sup> tour. Le vote abertzale de gauche s'est donc quasiment reporté dans son intégralité sur la socialiste Sylviane Alaux.

#### Le dernier MoDem

Dans la 5<sup>ème</sup> circonscription la défaite du député-maire de Bayonne était inscrite dans les résultats du 1<sup>er</sup> tour. La vague socialiste sur l'ensemble de l'Etat français est venu couronner la victoire de Colette Capdevielle qui a salué le bon report des voix abertzale sur sa candidature.

Dans la 4<sup>ème</sup>, le sortant MoDem Jean Lassalle, pourtant arrivé derrière le socialiste Franxua Maitia, parvient à rééditer un redressement identique à celui d'il y a cinq ans.

Il obtient curieusement le meilleur score dans la partie basque de sa circonscription, soit 54,67% contre 45,32% pour F. Maitia.

## Un RPS élu en Bretagne, bonne résistance de nos amis en Corse et en Savoie

Nous avons signalé, la semaine passée, les bons scores de nos amis Bretons et Corses. Le candidat UDB, Paul Molac, bénéficiant dans la 4<sup>ème</sup> circonscription du Morbihan de l'accord entre EELV et le PS en tant que membre de la fédération Régions et Peuples Solidaires, a été élu député avec 52,56% des voix contre 47,44% à l'UMP, François Guéant, fils de l'ex-ministre de l'Intérieur. En Corse, Gilles Siméoni est battu dans une

triangulaire avec 31,22% de voix contre un UMP à 38,07% et le Radical de gauche, maire de Bastia Jean Zuccarelli 30,71%.

En Corse du Sud Jean-Christophe Angelini est battu avec 46,80% par le sortant Camille De Rocca Serra à 58,20%.

Dans la 3<sup>ème</sup> circonscription de Haute-Savoie, le candidat RPS-EELV Gilbert Sallet est battu avec 41,05% des voix par un UMP à 58,95%.

### Courrier

#### La stratégie de la pince à linge

À TRAVERS les âges les hommes ont utilisé ruses et stratagèmes pour venir à bout de leurs ennemis. Certaines et certains sont passés à la postérité, du plus glorieux au plus modeste. Il en va ainsi du "Cheval de Troie" ou du "coup de Jarnac". A n'en pas douter la "stratégie de la pince à linge" rejoindra-t-elle ses glorieux ancêtres au Panthéon du génie humain. C'est ainsi qu'en ce dernier dimanche ensoleillé du printemps, affublé de cet ustensile de lavandière à cheval sur mon appendice nasal je pénétrais à reculons dans le bureau de vote de la mairie de Ciboure. Une étrange atmosphère de fin de règne régnait en ces lieux, accentuée par la mine lugubre de certains assesseurs présents. Munis de gants de chirurgie aseptisés je me saisis des deux bulletins placés en évidence sur une table. L'un d'entre eux en particulier retenait toute ma vigilante attention, l'autre étant négligemment mis dans une enveloppe et jeté dans l'urne prévue à cet effet, je le serrais précieusement entre pouce et index et, revenant sur mes pas, le glissais dans la boîte aux lettres d'un voisin. Le soir même sur le coup de 20 heures je sus que la "stratégie de la pince à linge" s'était avérée gagnante. J'avais entre temps libéré mon nez endolori et respirais à nouveau à pleins poumons l'air léger de cette soirée ensoleillée de printemps.

Mikel Dalbret

# Langue basque une politique à la croisée des chemins

*Euskararen aldeko politikak aldaketa baikorrak ezagutu ditu Ipar Euskal Herrian azken 10 urte hauetan. Halere, oraingo hats-galtzea, hondartzea gainditzeko, hautu garrantzitsuak hartzeko dira. Ildo honetan, Garapen Kontseiluko 4. lan-batzordeak txosten zinez interesgarria egin du duela guti. Egoera gainditzeko bi proposamen egiten ditu: irakaspenaren eskaintza orokortura joatea eta bizi sozialean euskara «normalizatzeko» Ipar Euskal Herria esperimentazio lurralde gisa hartzea.*

**L**A politique en faveur de la langue basque en Pays Basque Nord a connu des évolutions majeures au cours de ces dix dernières années. Nous allons essayer de faire un point sur la situation actuelle de la langue et de cette politique. Malgré ces évolutions positives, afin d'éviter l'essoufflement, voire l'enlisement, il apparaît que des choix importants sont à faire.

**Enbata: Quels sont les moteurs de cette évolution positive?**

**Battittu Coyos:** C'est grâce au travail sans relâche, obscur, parsemé d'obstacles de

tous ordres, des associations militant en faveur de la langue basque que de nombreux chantiers dans le champ de la politique linguistique ont été ouverts, alors que les pouvoirs publics se contentaient de les observer et parfois de s'opposer à leur action. Citons, par exemple, les ikastola, premières écoles d'enseignement par immersion créées en France, l'enseignement du basque aux adultes ou les radios associatives en langue basque, qui ont démarré leurs activités dans des conditions matérielles très difficiles et dans un contexte souvent hostile. Ce sont les militants associatifs qui ont mis sur la place publique la problématique des langues et amené progressivement élus et grand public à la prise de conscience du danger dans lequel se trouvait le basque.

**Enb.: Quelle est l'implication des pouvoirs publics dans la politique linguistique?**

**B. C.:** Suite à un long cheminement et non sans difficultés, un organisme de droit public, l'OPLB a été créé fin 2004. Il a pour mission d'élaborer et de mettre en œuvre une politique linguistique pour la langue basque. Ses principaux partenaires sont l'Etat, la Région, le Département. Son budget pour 2012 est de 3.332.400 euros. Le gouvernement autonome basque y participe.

La grande réussite de l'OPLB a été de réunir les pouvoirs publics qui élaborent la politique linguistique et la financent, lesquels jusque-là étaient loin d'être convaincus de la nécessité d'une telle politique. Les principales associations qui, comme dit plus haut, depuis plusieurs dizaines d'années luttent pour la survie de la langue, créaient des structures, acquéraient un certain savoir-faire, des compétences que les pouvoirs

**“Ce sont les militants associatifs qui ont mis sur la place publique la problématique des langues et amené progressivement élus et grand public à la prise de conscience du danger dans lequel se trouvait le basque.”**

publics ignoraient, sont devenues au côté de l'Éducation nationale les principaux maîtres d'œuvre de cette politique publique toute nouvelle.

L'objectif principal du projet de politique linguistique de l'OPLB a été de développer l'apprentissage scolaire du et en basque. Ce choix était logique puisqu'il prenait en compte la situation de la langue, en particulier un nombre de locuteurs en diminution permanente et une transmission familiale très faible. Il pouvait s'appuyer sur un dispositif public et privé d'enseignement scolaire de la langue déjà bien implanté et sur une demande sociale des familles bien réelle.

**Enb.: Cette politique publique actuelle a-t-elle des limites?**

**B. C.:** Mais l'attitude des pouvoirs publics reste encore ambiguë malgré les discours. L'Etat, la Région et le Département, principaux bailleurs de fonds de l'OPLB, donnent l'impression de se comporter comme ces entreprises qui achètent le droit de polluer, plutôt que de réduire leurs émissions polluantes. En effet, en interne, ces administrations développent très peu ou pas du tout l'usage de la langue, alors qu'elles revendiquent un certain volontarisme arguant qu'au sein de l'OPLB elles conçoivent la politique publique.

De plus, en dépit des promesses, la politique actuelle de restriction budgétaire au plan national empêche le développement de l'enseignement du et en basque, alors que la demande des parents est forte. La place prééminente de cet enseignement dans le projet de politique linguistique de 2006 de l'OPLB a depuis été quelque peu revue. «Le développement de la connaissance est nécessaire mais non suffisant (...) une politique linguistique n'est efficace que si on agit à la fois sur la transmission et sur l'usage» (OPLB, Cadre opérationnel provisoire 2010-2016 pour la politique publique linguistique, p. 14).

Dans le projet de politique linguistique de 2006, on pouvait lire: «(...) un jeune apprenant le basque à l'école et devenant lui-même parent quelques années plus tard, peut à court terme relancer la transmission familiale, condition essentielle à la pérennité du processus de revitalisation» (p. 11). Il



Battittu Coyos



est évident que bien d'autres conditions doivent être réunies pour qu'un jeune qui a appris la langue à l'école la transmette ensuite à ses enfants. Il y a là un raccourci qui ne tient pas, même si évidemment la connaissance de la langue est une condition sine qua non de la transmission en famille.

Mis à part les domaines déjà investis par les associations, la politique linguistique publique n'a permis d'ouvrir que deux champs nouveaux. D'une part, la structuration d'une offre d'accueil bascofphone pour la petite enfance, avec la création de quelques crèches bascofphones ou bilingues. D'autre part, la mise en place d'un réseau de techniciens de la langue, en partenariat entre l'OPLB et quelques communes importantes ou les communautés de communes. Il a permis de rapprocher la politique linguistique du citoyen, même s'il reste là aussi beaucoup à faire. Mais tout ceci reste bien insuffisant pour retourner la substitution linguistique du basque par le français.

Notons que l'équipe de l'OPLB, huit personnes pour l'instant, a beaucoup de mal à faire face à tous les chantiers ouverts, à tout le travail administratif (gestion des dossiers, attributions des subventions, suivi des conventions, organisation des projets et partenariats, etc.).

Côté associations enfin, on se plaint de ne pas être vraiment assez associé à l'élaboration de cette politique publique, le Comité consultatif de l'OPLB ne fonctionne pas correctement, et on estime que les aides financières en stagnation sont insuffisantes. Ce sont pourtant les associations qui assurent l'essentiel du travail en faveur de la langue.

#### Enb.: Peut-on mesurer l'avancée de cette politique linguistique?

B. C.: A l'heure actuelle en France, le basque a le meilleur taux de scolarisation dans les modèles bilingue et immersif en maternelle et primaire avec 35% des enfants, et plus de 43% en maternelle. Mais derrière cette addition, «toutes filières confondues», se cache une sorte de tromperie intellectuelle car on sait bien, malgré l'absence d'études et d'évaluations sérieuses en ce domaine de ce côté-ci de la frontière, que le niveau de basque des élèves des classes bilingues, sauf s'ils parlent basque à la maison, est inférieur à celui des élèves des classes immersives.

Ce sont ces derniers, ayant quitté la vie scolaire, que l'on retrouve ensuite impliqués en basque dans la vie associative, ce sont eux qui utilisent le basque dans la vie courante, dans la mesure où ils le peuvent. C'est parmi eux que l'on trouve les transmetteurs de la langue.

Il faut donc stopper l'essoufflement actuel de cette politique linguistique. Dans cette direction, le groupe de travail n°4 du Conseil de développement du Pays Basque a produit un rapport très intéressant il y a peu. Pour dépasser la situation actuelle, il a avancé deux propositions: passer d'une politique de la demande vers une offre généralisée de l'enseignement de la langue basque et, selon un régime dérogatoire, prendre le Pays Basque comme territoire d'expérimentation afin de «normaliser» la langue dans la vie sociale. Voilà deux perspectives qui, si elles sont mises en œuvre, pourraient vraiment changer la donne.

#### Enb.: La reconnaissance juridique du basque est-elle indispensable?

B. C.: Un cadre juridique favorable est nécessaire. La France refuse en pratique toute reconnaissance officielle aux langues dites régionales. L'article 75-1 de 2008 de la Constitution, Les langues régionales appartiennent au patrimoine de la France, n'a qu'un caractère déclaratif que les différents

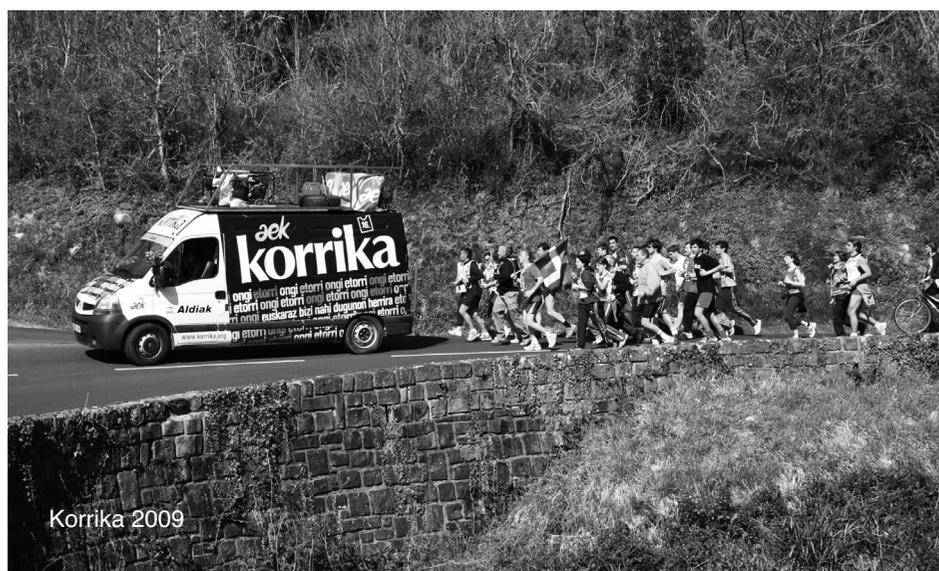
jugements de tribunaux ont confirmé depuis. La seule langue officielle en France est le français, l'article 2 de la Constitution (1992) et la loi relative à l'emploi du français (1994) l'ont «inscrit dans le marbre».

François Hollande, nouveau président de la République, avait fait savoir qu'élu, il procéderait à une modification de la Constitution afin de ratifier la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires que le Conseil constitutionnel avait estimé en 1999 incompatible avec la Constitution. Ce serait un pas en avant. Toutefois, François Hollande a aussi indiqué «que la seule langue officielle est le français» (*Corse-Matin*, 15 septembre 2011).

Cette exception «linguistique» française est complètement anachronique, d'ordre essentiellement idéologique et largement dépassée dans le contexte européen actuel.

Le domaine de la politique linguistique, de la gestion des langues menacées, est un domaine scientifique assez nouveau parmi les sciences sociales. Il a été peu travaillé, certains concepts sont encore en cours d'élaboration, d'autres évoluent. L'observation et l'analyse sur le terrain sont récentes. C'est sur ce dernier point, celui de la description, qu'on a le plus avancé, plus que dans celui de la prescription, les actions à mener pour sauvegarder, développer des langues. Quant à la prédiction sur l'avenir de la langue, elle paraît moins utile et surtout moins fiable quant à la validité de ses apports.

On peut voir la politique linguistique comme un partenariat entre trois acteurs dont l'implication totale est indispensable: le commanditaire, le prestataire et le bénéficiaire. Concrètement il s'agit maintenant de dépasser le stade des actions dispersées pour arriver à mettre en place une politique linguistique cohérente, planifiée, élaborée collectivement entre commanditaire, les pouvoirs publics, et prestataire, associations et administrations, avec des objectifs fixés, quantifiés et ensuite évalués. Pour cela la participation du troisième partenaire, le bénéficiaire, la société civile, est indispensable.





# Fin de cycle

● Jakes Bortayrou

**L**E 17 juin marque la fin d'un cycle électoral entamé avec les sénatoriales de l'an dernier, qui a vu le renouvellement de toutes les instances de pouvoir dans l'Etat français et laisse un paysage électoral bouleversé. Domination sans partage du PS, émergence d'un pôle sur sa gauche, quasi-disparition du centre droit, défaite sans appel de la droite et consolidation d'un vote FN en sont les principales caractéristiques, auxquelles il faut rajouter la progression régulière de l'abstention qui relative les scores de chacun. Le Pays Basque Nord, jusqu'alors souvent singulier par rapport aux tendances hexagonales, s'en rapproche fortement à quelques nuances (percée relative du vote Front de Gauche et succès moindre du FN) et une exception près: le vote abertzale.

Dans des conditions difficiles le mouvement abertzale de gauche tire son épingle du jeu à l'occasion de ces législatives. Les objectifs fixés par la coalition sont pour la plupart réalisés: campagne dynamique et visible grâce à une très bonne équipe de candidat(e)s et une grande implication militante, influence réelle sur les thèmes en débat, augmentation des scores, dépassement des 5% dans la cinquième, 3<sup>ème</sup> position au 1<sup>er</sup> tour (grâce à l'éparpillement du centre il est vrai), position consensuelle construite pour le second tour lui assurant une présence politique malgré son élimination, un rôle déterminant dans les résultats finaux et des enga-

gements écrits signés par les député(e)s élu(e)s. La gauche abertzale sort définitivement de la marginalité électoral sur la plus grande partie du territoire (même si il y a longtemps qu'elle ne l'était plus socialement ni politiquement). Elle commence à peser réellement. Le traitement médiatique accordé, y compris lors des présidentielles, ainsi que l'attention portée par les autres forces politiques sont là pour le confirmer. Ce poids électoral apporte aussi de la crédibilité aux idées et aux revendications défendues et renforce les opportunités de travail en commun avec tous ceux et celles qui veulent se battre à nos côtés dans les combats quotidiens pour la reconnaissance institutionnelle, la résolution du conflit ou les luttes sociales.

Certes la progression du vote abertzale est désespérément lente mais, victimes du système électoral et de la bipolarisation qu'il génère, les autres forces aussi sont à la peine et certaines laminées malgré leur projection hexagonale. Le BAB souvent considéré comme terre de mission pour les abertzale ne l'est pas moins pour les forces à la gauche du PS, écologistes compris.

Juin 2012 marque aussi la fin du cycle entamé aux législatives de 2007 avec la première candidature EH Bai. La constitution de la coalition, source de débats et de décisions parfois compliquées pour certains, répond incontestablement à une volonté largement partagée par la mili-



**La gauche abertzale sort définitivement de la marginalité électoral...**

tance abertzale (volonté clairement exprimée dans l'enquête de fin 2011). A travers elle se poursuit la construction d'une force électoral autonome entamée par Enbata il y a 45 ans. Il faudra continuer à creuser le sillon indépendamment des partis hexagonaux. Cela n'exclut pas des alliances sur certains scrutins mais pour ouvrir cette opportunité il faut peser et pour cela exister en portant son propre message. EH Bai a gagné en maturité politique et constitue un outil indispensable. Car pour prétendre jouer un rôle dans les confrontations électoral il faut bien plus que des élu(e)s municipaux. Il faut un large réseau, une force militante organisée, confiante dans ses capacités. D'ores et déjà une démarche est amorcée pour les échéances de 2014/2015 à partir de Bil Gaiten. Quel sera l'avenir d'Euskal Herria Bai? Il reste à définir, à débattre et à écrire. Entre les partis qui composent la coalition mais aussi avec la participation de tous ceux et celles qui s'y reconnaissent et ont contribué à son succès. Dans le cadre de l'ensemble de la stratégie politique abertzale dont la participation aux élections ne constitue qu'un aspect. Les débats ne manqueront pas. Il faudra utiliser l'expérience et la maturité acquises pour les mener et les trancher au mieux.

Notre couverture: A gauche, Sylviane Alaux, députée PS de la 6<sup>ème</sup> circonscription et Colette Capdevielle, députée PS de la 5<sup>ème</sup>. Photos le JPB.

## Sur votre agenda

### Ekaina:

● **Samedi 23, 9h30-12h30, BIDARTE**

(Estia, technopole Izarbel). "Place aux jeunes?", table ronde des acteurs de la jeunesse organisée par le Conseil de développement du Pays Basque.

● **Dimanche 24, BAIONA** (Glain). Grand vide poussette organisé par Oihana ikastola au profit d'Integrazio Batzordea.

## Rajsfus à Bayonne

Vétéran de la lutte pour les droits de l'homme, Maurice Rajsfus donnera une conférence sur "la politique du rejet", vendredi 22 juin à 18h à la librairie Elkar (place Saint-André à Bayonne). Le CDDHPB est à l'initiative de cette rencontre, à laquelle est associée la Ligue des droits de l'homme. M. Rajsfus, déjà présent dans nos précédents colloques sur le GAL, est un observateur averti des dérives policières et publie le bulletin "Que fait la police?". Victime des persécutios nazies, il vient de faire rééditer "Opération étoile jaune" et "Drancy, un camps de concentration très ordinaire". Un rendez-vous à ne pas manquer.

## Auto-dissolutions d'Askatasuna et Segi

**H**UIT mois après l'arrêt des armes d'ETA, cette annonce provoque un effet de mimétisme au sein de la mouvance qui lui était proche.

Le 11 juin: le Collectif de soutien aux preso Askatasuna fait savoir, qu'après onze ans de présence active, il s'apprête à disparaître. Son combat pour les preso, les réfugiés, les exilés, sera désormais celui de la plateforme Herrira, organisation citoyenne créée il y a peu. Askatasuna, légal côté français, a été illégalisé en 2007 par l'Audiencia nacional, comme faisant partie de la trame d'ETA.

Le 16 juin, le mouvement de jeunes Segi, ex-Jarrai, ex-Haika, annonçait à son tour sa dissolution. Elle deviendra officielle à l'issue de son dernier meeting du 24 juin, laissant peut-être la place à une autre formation. Segi a été jugée illégale par l'Audiencia nacional, comme étant une émanation d'ETA.

La question se pose: ETA va-t-il à son tour proclamer sa disparition?

## Sommaire

### ● CAHIER N°1 ENBATA

2<sup>ème</sup> tour en Iparralde: le grand ménage ..... 4 et 9  
Langue basque: une politique à la croisée des chemins ..... 10 et 11

● CAHIER N°2 «ALDA!» ..... quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Mail: enbata@wanadoo.fr

**Abonnement d'un an:** 60€

**Responsable de la publication:** Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz.

Imprimerie du Labourd, ZI Saint-Etienne à Bayonne.

Commission paritaire n°0312 C 87190